

QUELLE FISCALITÉ POUR VOS TITRES AU NOMINATIF ?

Résidents fiscaux français

**C'EST VOUS
L'AVENIR**  SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE

26 avril 2019



Ce guide décrit le régime fiscal général des actions détenues au nominatif pur en vigueur au 1er janvier 2019 pour les personnes physiques résidentes fiscales françaises⁽¹⁾.

Si le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est entré en vigueur le 1er janvier 2019, il convient de rappeler que les revenus de capitaux mobiliers et les plus ou moins-values de cession de valeurs mobilières sont exclus du champ d'application de ce dispositif.

(1) Ce document décrit la fiscalité en vigueur au 1er janvier 2019 pour les actionnaires personnes physiques résidentes fiscales françaises détenant des titres au nominatif pur hors titres détenus dans le cadre d'un Plan Epargne Groupe, exonérés d'impôt sur le revenu par nature, sous réserve du respect de la durée de conservation des titres pendant 5 ans. Les modalités de déclaration sont fournies à titre indicatif et sont relatives aux revenus de 2018 à déclarer en 2019. Pour remplir votre déclaration de revenus, reportez-vous à la notice explicative mise à votre disposition en ligne ou au format papier par l'administration fiscale française, ainsi qu'à vos justificatifs transmis par votre / vos établissement(s) bancaire(s).

DOIS-JE SUPPORTER LA TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES (TTF) ?

La taxe sur les transactions financières (TTF) s'applique à toute acquisition à titre onéreux d'un titre de capital ou assimilé dès lors que :

- ce titre est admis aux négociations sur un marché réglementé français, européen ou étranger,
- son acquisition donne lieu à un transfert de propriété, et
- qu'il soit émis par une entreprise dont le siège social est situé en France et dont la capitalisation boursière excède un milliard d'euros au 1er décembre précédant l'année d'imposition.

La liste des sociétés concernées par l'application de la TTF est publiée annuellement, au mois de décembre.

L'acquisition à titre onéreux de titres ou parts d'OPCVM au nominatif pur est donc susceptible d'être considérée comme une opération taxable au regard de l'application de **la taxe sur les transactions financières**.

Son taux est de **0,30 % de la valeur d'acquisition des titres**.

Il existe des cas légaux d'exonération, limitativement listés par la loi.

Vous pouvez, par exemple, bénéficier d'un cas d'exonération si les actions acquises ou souscrites sont nouvellement créées et qu'il s'agit de titres nouveaux, s'il s'agit d'opérations réalisées dans le cadre de l'épargne salariale sous certaines conditions, ou s'il s'agit de cessions temporaires de titres, par exemple.

Ces cas d'exonération doivent être dûment justifiés.

QUEL RÉGIME FISCAL POUR MES DIVIDENDES ?

QUELLES SONT LES MODALITÉS D'IMPOSITION ?



IMPORTANT

- Les contribuables peuvent opter pour l'imposition de leurs revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu, sur option expresse et irrévocable et pour l'ensemble de leurs revenus de capitaux mobiliers et des plus-values de cession de valeurs mobilières. Cette option globale est exercée lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant l'expiration de la date limite de déclaration.
- L'abattement de 40 % est applicable uniquement en cas d'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu et aux seuls revenus régulièrement distribués par des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés, ou d'un impôt étranger équivalent, ayant leur siège social dans un Etat de l'UE ou un territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale.

Le dividende correspond à la quote-part des bénéfices de la société redistribuée à chaque actionnaire sur décision de l'Assemblée Générale annuelle de la société, laquelle décide de la distribution du dividende et de son montant unitaire.

L'imposition du dividende s'effectue en deux temps.

1

L'ANNÉE DU PAIEMENT DE VOTRE DIVIDENDE, SOIT EN 2019

- Acompte obligatoire d'impôt sur le revenu, non libératoire de l'impôt sur le revenu, prélevé à la source au taux de 12,8%, et ouvrant droit à crédit d'impôt.

Exceptions : les ménages dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année précédant le paiement est inférieur à 75 000 EUR (couples soumis à imposition commune) ou 50 000 EUR (personnes seules) peuvent en être dispensés sous réserve de remettre à l'établissement payeur une « demande de dispense d'acompte d'impôt sur le revenu » téléchargeable sur le site Internet www.sharinbox.societegenerale.com avant le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des dividendes, soit le 30 Novembre 2018 pour les dividendes 2019.

- Prélèvements sociaux de 17,2 % appliqués à la source par l'établissement payeur, dont 6,8% de CSG déductible exclusivement en cas d'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

2

L'ANNÉE SUIVANT CELLE DU PAIEMENT DE VOTRE DIVIDENDE, SOIT EN 2020

- Par défaut, imposition au prélèvement forfaitaire unique au taux de 12,8 % : imputation de l'acompte d'impôt prélevé l'année précédente, ou restitution de l'excédent, le cas échéant.

- Ou sur option, imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers, avec application de :
 - l'abattement annuel de 40 %, uniquement en cas d'option pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu ;
 - l'acompte de prélèvement effectué l'année précédente le cas échéant, avec une éventuelle restitution de l'excédent ;
 - la part déductible de CSG à hauteur de 6,8 %, exclusivement en cas d'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

QUELS JUSTIFICATIFS ME SERONT ADRESSÉS ?

Vous recevrez, d'une part, un avis d'opération suite au paiement de vos dividendes, et d'autre part, un Imprimé Fiscal Unique (IFU) ou « Déclaration récapitulative des opérations sur valeurs mobilières et revenus de capitaux mobiliers », qui sera adressé par SGSS au début de l'année 2020.



IMPORTANT

L'Imprimé Fiscal Unique doit être conservé et pouvoir être produit à la demande de l'administration fiscale, le cas échéant.

Vous pouvez également y avoir accès, le consulter ou le télécharger à tout moment sur le site www.sharinbox.societegenerale.com

QUELLES SONT LES MODALITÉS DE DÉCLARATION DE MES DIVIDENDES ⁽¹⁾ ?

La déclaration annuelle des revenus n° 2042 adressée par l'administration fiscale, l'année suivant celle du paiement du dividende, est en principe pré-remplie du cumul des « Revenus de valeurs et capitaux mobiliers » perçus auprès de SGSS et de l'ensemble des établissements financiers situés en France dont vous êtes client, le cas échéant.

Il sera alors de votre responsabilité de vérifier sur votre déclaration de revenus pré-remplie l'ensemble de ces données, et de les corriger, le cas échéant, sur la base des informations en votre possession.

- **Déclaration n° 2042 K – cadre 2 – 2 DC : Revenus des actions et parts - Abattement de 40% si option barème**
OU **Déclaration n° 2042 K – cadre 2 – 2 TS : Autres revenus distribués et assimilés.**
- **Déclaration n° 2042 K – cadre 2 – 2 CG / 2 BH : Revenus déjà soumis aux prélèvements sociaux avec ou sans CSG déductible, selon le cas.**
- **Déclaration n° 2042 K – cadre 2 – 2 CK : Crédit d'impôt égal au prélèvement forfaitaire non libératoire effectué en 2018 soit l'année de perception du dividende.**
- **Déclaration n° 2042 K – cadre 2 -2OP : à cocher si vous optez pour l'imposition au barème progressif de l'ensemble de vos capitaux mobiliers et de vos gains de cessions de valeurs mobilières.**

(1) Ce document décrit la fiscalité en vigueur au 1^{er} janvier 2019 pour les personnes physiques résidentes fiscales françaises. Les modalités de déclaration sont fournies à titre indicatif et sont relatives aux revenus de 2018 à déclarer en 2019. Pour remplir votre déclaration de revenus, reportez-vous à la notice explicative mise à votre disposition en ligne ou au format papier par l'administration fiscale française, ainsi qu'à vos justificatifs transmis par votre / vos établissement(s) bancaire(s).

QUELLE EST LA FISCALITÉ DE MES PLUS OU MOINS-VALUES DE CESSIION ?

QUELLES SONT LES MODALITÉS D'IMPOSITION ET DE DÉCLARATION ⁽¹⁾ ?

PUIS-JE IMPUTER MES ÉVENTUELLES MOINS-VALUES ?

(1) Ce document décrit la fiscalité en vigueur au 1er janvier 2019 pour les personnes physiques résidentes fiscales françaises. Les modalités de déclaration sont fournies à titre indicatif et sont relatives aux revenus de 2018 à déclarer en 2019. Pour remplir votre déclaration de revenus, reportez-vous à la notice explicative mise à votre disposition en ligne ou au format papier par l'administration fiscale française, ainsi qu'à vos justificatifs transmis par votre / vos établissement(s) bancaire(s).

Elle est imposée selon le régime des plus-values mobilières :

Imposition du gain de cession	<p>Selon le choix du contribuable, quel que soit le montant des cessions de valeurs mobilières réalisées dans l'année :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soit, par défaut, au prélèvement forfaitaire unique de 12,8 % <ul style="list-style-type: none"> - [Déclaration 2042 K – cadre 3 – 3VG] : « Plus-value sans application d'abattement » - [Déclaration 2042 K – cadre 3 – 3VH] : « Moins-value 2018 » • Soit, sur option, au barème progressif de l'impôt sur le revenu <ul style="list-style-type: none"> - [Déclaration 2042 K – Cadre 2- 2OP] : à cocher si vous optez pour l'imposition au barème progressif de l'ensemble de vos capitaux mobiliers et de vos gains de cessions de valeurs mobilières. - [Déclaration 2042 K – cadre 3 – 3VG] : « Plus-value sans application d'abattement » - [Déclaration 2042 K – cadre 3 – 3VH] : « Moins-value 2018 » - [Déclaration 2042 C – cadre 3 – 3SG] : « Abattement pour durée de détention de droit commun sur plus-values déclarées ligne 3VG de la déclaration n°2042 » pour les titres acquis avant le 01/01/2018.
Prélèvements sociaux	17,2 % recouvrés par l'administration fiscale, fiscale (dont 6,8 % de CSG déductible exclusivement en cas d'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu)
Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus	De 3 % ou 4 %, le cas échéant

La moins-value réalisée, le cas échéant, l'année de la cession des titres, est **imputable sur une plus-value de même nature réalisée la même année**, sans qu'il ne soit possible de choisir l'année d'imputation.



IMPORTANT

Les moins-values réalisées au cours d'une année s'imputent prioritairement et de manière obligatoire sur les plus-values de même nature, imposables au titre de la même année.

QUID DU SOLDE DE PLUS OU MOINS-VALUE ?

- ⇒ **En cas de solde positif**, la plus-value résiduelle pourra être diminuée par des moins-values réalisées au titre des 10 années antérieures.
- ⇒ **En cas de solde négatif**, la moins-value excédentaire sera imputable sur les plus-values des dix années suivantes.

PUIS-JE BÉNÉFICIER D'UN ABATTEMENT POUR DURÉE DE DÉTENTION SUR MA PLUS-VALUE DE CESSION ??



POUR INFO

L'abattement pour durée de détention n'est pas pris en compte pour le calcul des prélèvements sociaux et du revenu fiscal de référence permettant de déterminer l'éventuelle contribution exceptionnelle sur les hauts revenus.

Elle est imposée selon le régime des plus-values mobilières :

SI VOUS AVEZ ACQUIS
VOS TITRES **AVANT**
LE 1ER JANVIER 2018

La plus-value de cession peut bénéficier d'un abattement proportionnel pour durée de détention **uniquement en cas d'option expresse à l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu.**

A contrario, la plus-value de cession soumise par défaut au prélèvement forfaitaire unique ne peut pas bénéficier de cet abattement.

SI VOUS AVEZ ACQUIS
VOS TITRES **À PARTIR**
DU 1ER JANVIER 2018

L'**abattement pour durée de détention** applicable aux plus-values de cession réalisées n'est pas applicable.

La durée de détention doit être décomptée à partir de la date réelle d'acquisition ou de souscription du titre, et doit être opérée par le contribuable, sous sa responsabilité exclusive, selon les modalités suivantes :

Durée de détention des titres	Pourcentage d'abattement
Inférieure à 2 ans	0 %
>= 2 ans < 8 ans	50 %
Supérieure à 8 ans	65 %

Les informations délivrées dans la présente communication sont des informations à caractère général décrivant la fiscalité applicable au 1er janvier 2019 et vous sont fournies à titre indicatif. Ce document ne détaille pas la réglementation spécifique qui peut s'appliquer à votre cas particulier et ne saurait, en conséquence, constituer, sous aucune circonstance que ce soit, un conseil juridique ou fiscal, un avis ou une recommandation de la part de Société Générale. Si vous n'êtes pas soumis au régime fiscal présenté dans ce document, l'information contenue peut ne pas vous être applicable. Aussi, il est fortement recommandé de consulter un conseil professionnel pour toute question fiscale ou réglementaire relative à votre situation. L'information transmise est sujette à des évolutions réglementaires locales ou internationales, pouvant intervenir à tout moment. Aussi, Société Générale ne saurait s'engager sur la véracité, l'exactitude et la complétude de l'information délivrée et ne saurait être tenue pour responsable des conséquences liées aux utilisations que vous feriez du contenu de cette information. Société Générale ne peut être tenue pour responsable des pertes, dommages qui pourraient survenir de manière directe ou indirecte du fait du contenu de cette communication ou de l'utilisation qui en serait faite.

Cette information est publiée par Société Générale. Société anonyme au capital de 1 009 897 173,75 EUR au 11 décembre 2017. Immatriculée au RCS de Paris sous le numéro unique d'identification 552 120 222 - Numéro SIRET : 552 120 222 00013 - Numéro APE : 651C - No TVA: FR 27 552 120 222 - Siège social : 29 boulevard Haussmann 75009 Paris



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**